

Jean-Marc Rouillan, soleil noir

mardi 7 octobre 2008, par [SCHNEIDERMANN Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 6 octobre 2008).

Un homme, aujourd'hui, en France, vient de préférer renoncer à sa liberté plutôt que de renier ses idées. Jean-Marc Rouillan, cofondateur du groupe terroriste Action directe, en régime de semi-liberté, et nouvellement rallié à Besancenot, vient d'être réincarcéré à la prison des Baumettes de Marseille, après avoir accordé une interview à *l'Express*, dans laquelle il laisse entendre qu'il ne regrette pas les faits (deux assassinats, notamment) pour lesquels il a été condamné. Dans le tumulte de la crise financière, l'épisode n'a eu droit qu'à de courts articles. Pourtant, nous voici comme obligés de nous élever au-dessus des petits calculs, des petites dérisions habituelles, pour regarder en face, au-dessus de la couche de nuages, le soleil noir de ce geste.

D'emblée, le directeur de *l'Express*, Christophe Barbier, prend ses distances. Sait-on jamais ! Si certains lecteurs risquaient de penser qu'il a viré terroriste ! « *L'Express condamne les crimes terroristes commis hier par Action directe, ainsi que tout ce qui pourrait ressembler à une apologie de la lutte armée en France* », précise dans un encadré prophylactique Barbier, sans doute dûment chapitré par son avocat. Puis, arrive donc cette parole de Rouillan, vingt ans après, sur trois pages. La prison n'a pas détruit le militant, tel qu'il se révèle à *l'Express*. Tout est intact, colère, vision du monde et cet étrange mélange d'extra-lucidité et de mystère autiste. C'est une butte témoin, un mégalithe. La dépolitisation de la société le sidère. La marchandisation de l'icône Guevara le stupéfie (il semble pourtant que toutes deux étaient déjà bien entamées dans les années 80). Ensuite, on entre dans le vif du sujet. « *Etes-vous encore prêt à jouer votre liberté personnelle pour vos idées ?* » lui demande l'intervieweur de *l'Express*. « Mais je la joue actuellement. Avec cette interview... » répond Rouillan.

Enfin tombe la question fatale : « *Regrettez-vous les actes d'Action directe, notamment l'assassinat de Georges Besse* » ? Réponse : « *Je n'ai pas le droit de m'exprimer là-dessus... Mais le fait que je ne m'exprime pas est une réponse. Car il est évident que, si je crachais sur tout ce qu'on avait fait, je pourrais m'exprimer.* » Autrement dit, dans cette phrase qui va le renvoyer en prison, il ne traite pas des assassinats, mais de son interdiction de s'exprimer et des raisons de cette interdiction.

Lui serait-ce donc aussi interdit ? L'apparence est accablante : voilà un homme qui retourne en prison pour avoir donné une interview à un journal. C'est le délit d'opinion réinventé. Mais cette apparence est trompeuse. Ce n'est pas pour l'humilier, ou remporter sur lui quelque victoire symbolique, que la Justice exige de lui le silence sur ses assassinats. C'est pour éviter qu'il ne se livre (et, avec lui, le journal qui reproduirait ses propos) à une apologie du meurtre, motif sans doute plus fondé que le « trouble à l'ordre public » par lequel le juge d'application des peines a motivé sa décision. Cette interview, aussitôt recueillie, se déploie dans l'implacable machinerie médiatique. *L'Express* a aussi interrogé la veuve de Georges Besse, ancien patron de Renault, une des victimes d'Action directe. « *En recrutant Rouillan, Besancenot se conduit de manière honteuse* », dit Françoise Besse. Et, sans dételer, *l'Express* s'empresse de faire réagir Besancenot (en deux questions) à l'interview de Françoise Besse. « *Françoise Besse a des comptes à régler avec Action directe* », réplique Besancenot. Oui, « comptes à régler » ! Simple maladresse de Besancenot ? Stupidité ? Ignominie ? Peu importe. On ne cherchera pas à savoir. Le facteur a mordu la ligne jaune. Son compte, à lui, est bon. Sur Europe 1, l'éditorialiste Askolovitch, avant même la sortie de

l'hebdomadaire, peut s'émouvoir à grands cris et sommer Besancenot de virer Rouillan. Dans la journée, le parquet de Paris demande la réincarcération de l'ex-terroriste, qu'accorde le juge le lendemain. La République est sauvée. Ô vigilants médias ! Ô diligente Justice ! On approuverait sans réserves ce journalisme du croc-en-jambe si cette machine broyait aussi rapidement, aussi efficacement, les puissants, que le vermisseau Rouillan.

Restent deux questions. Pourquoi Rouillan a-t-il parlé à cet hebdomadaire bourgeois, dans lequel sa grande interview choc succède à celle de Carla Bruni ? Il ne répondra plus, répondons à sa place : parce qu'il se préfère en prison, conscience intacte, que muselé hors les murs. Le choix est respectable. Enfin, l'épisode Rouillan survient en pleine crise financière. Comment empêcher les deux images, les deux époques, de s'entrechoquer dans les têtes, y provoquant d'épouvantables carambolages ? Et par exemple celui-ci, que l'on frémit d'avouer : et si, en pleine crise des subprimes, en pleine vague d'expulsions de misérables emprunteurs, quelque Rouillan américain avait descendu, en bas de son immeuble de Manhattan, le patron de la Lehman Brothers, qu'en aurions-nous pensé, au fond de nous-mêmes ?

P.-S.

* Paru dans le quotidien Libération du 6 octobre 2008.